Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/L-imposture-ecologiste-ou-le

L'imposture écologiste, ou le capitalisme vert...

- Idées -



Date de mise en ligne : samedi 12 septembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

C'est Michel Rocard qui a servi de cheval de Troie Sarkosyste pour faire entrer la taxe carbone dans l'espace public, relayé par les dirigeants des Verts qui ne cessent d'en rajouter... méprisant les critiques sociales et exigeant que la taxe augmente le plus vite possible. Il n'est pas anodin que ce soit déjà Rocard qui avait introduit la CSG, un impôt remplaçant les cotisations sociales, et la « titrisation des créances » au coeur de la crise financière. Cela peut nous aider à mieux comprendre la nature réelle de cette taxe.

Le défi environnemental a été perçu dans un premier temps comme un « bien commun » de l'humanité, mais les décisions politiques et économiques qui se succèdent construisent de fait un « capitalisme vert » aussi exploiteur que les autres, en fait sans scrupules sur l'environnement, et tout à fait compatible avec le dirigisme Sarkosyste.

- Le marché des crédits carbone s'envole, de grandes entreprises y font leur beurre (183 MEuros 2008 pou la filiale dédiée de Rhodia, 15MEuros en France pour Arcelor...), la spéculation s'y engouffre (142MEuros pour le fonds carbone géré par Natixis, célèbre pour ses pertes dans la crise financière !)
- le subventionnement des énergies « vertes » organise le développement d'un capitalisme opportuniste qui fait monter les prix (le coût d'un investissement éolien à doublé depuis son subventionnement en 2001, 10 fois le prix de revient de l'électricité d'EDF pour le photovoltaïque en France, + 30% fin 2009 du prix de rachat en Allemagne) et ce sont les salariés qui paient sur leur facture d'électricité (+200Euros/an/ménage estimé en 2012)
- la taxe carbone est décidé au coeur d'une crise qui continue à enfoncer la majorité du peuple dans la pauvreté et la précarité, et exonère les grandes entreprises !

Pourquoi l'environnement est-il devenu ainsi l'outil de la bourgeoisie et de Sarkozy ? Qui servent désormais les verts dans le combat politique ?

Le premier constat, c'est qu'on nous parle tous les jours de notre responsabilité individuelle, de nos comportements, mais jamais des grandes décisions technologiques et industrielles. Ceux qui organisent l'économie dirigent le « développement durable ». Or si les émissions mondiales de GES des activités humaines ont augmenté de 70 % de 1970 à 2004, l'impact des comportements individuels y est très faible. Les émissions proviennent à 25,9% de la production d'énergie, 19,4% de l'industrie, 13,5% de l'agriculture, 13,1% des transports, 7,9% des bâtiments, (17,4% d'émission naturelle des forêts, chiffres Giec 2004). L'essentiel se joue d'abord dans la source de production d'électricité, ensuite dans les modes de production industriels et agricoles.

Or, les réformes successives prétendent répondre à la révolution énergétique par le marché. Elles imposent la logique du « consommateur-payeur » sans toucher ni aux contenu social ou environnemental du développement économique, ni au critère de rentabilité financière des entreprises, ce qui les conduit dans les faits à cette logique du « pollueur subventionné » ! Il y a pourtant beaucoup à faire en recherche et en développement pour réduire les émissions industrielles de GES, inventer le moteur propre, le stockage de l'électricité, celui du CO2. Il faut des décisions politiques fortes pour interdire toute nouvelle centrale au charbon ou au gaz, investir des milliards pour les transports publics et renverser en 10 ou 20 ans la part respective de la voiture et du transport public en agglomération, affecter des milliards pour un plan national d'isolation, notamment du logement social ! Mais rien de tout ça dans le Grenelle du recyclage du capitalisme, du recyclage des spéculateurs dans le capitalisme vert.

Si la réduction des consommations énergétiques individuelles est essentielle pour des raisons économiques et sociales (isoler est une condition pour garantir le droit au chauffage), la réduction globale suppose d'abord une

Copyright © Le Vénissian

remise en cause des politiques énergétiques, industrielles et urbaines. Il faut d'urgence développer le nucléaire, investir dans des modes de production propres, reconcentrés et relocalisés, ce qui suppose que les peuples prennent le pas sur les intérêts des actionnaires dans les décisions technologiques et industrielles ! Il faut aménager le territoire pour sortir du gâchis de l'espace et de l'eau par l'agglomération tentaculaire et ségrégationniste, ce qui suppose de remettre en cause les ségrégations sociales, de revaloriser les communes comme pôle premier de développement par la souveraineté populaire.

Au contraire, toute politique de marchandisation multiplie les occasions pour peser sur les salaires et la consommation afin d'augmenter encore et encore le profit. Sarkozy développe ainsi un capitalisme vert, évidemment en concurrence avec les autres, mais qui suit les mêmes logiques et produira les mêmes résultats. Dans cette bagarre, de fait, les verts ont choisis le marché, donc le capitalisme !

La même question est posée pour les "semeurs volontaires" qui disent que « les semences sont le bien commun des communautés rurales qui les ont sélectionnées et conservées ». Défendant le marché paysan contre les multinationales, ils font l'impasse sur toutes les réponses collectives, publiques, coopératives pour sortir du marché, donc du capitalisme, y compris en refusant un service public des semences ! Or, l'avenir de l'agriculture, ce n'est pas le mythe du village idéal au petit paysan sympathique servant le circuit court des quartiers chics et chers, c'est l'enjeu du développement accéléré de la science essentielle au XXIème siècle, l'écologie, pour répondre aux besoins des plus pauvres comme l'affirme la déclaration de Rio fondatrice du développement durable, sortir l'humanité de la famine, comme l'a fait la Chine, de la pauvreté et de la précarité comme tentent de le faire les « nouveaux pays socialistes » d'Amérique latine.

Les verts sont pourtant vus comme des progressistes. Mais la vie est en train de montrer que ce n'est pas le cas, confirmant que ce n'est pas un hasard s'ils ont pris avec la droite les mairies communistes de Bègles (1995) et de Montreuil (2008). Certes, beaucoup ont contribué à inventer et démontrer la faisabilité d'autres pratiques pour produire, construire, cultiver...
Mais, comme les promoteurs du logiciel libre, ils sont vite rattrapés par le marché et ses lois...

- Que dire de Yann Arthus Bertrand grand utilisateur d'hélicoptère, dont le film sponsorisé par l'héritier de la 3e fortune de France et tourné par Luc Besson dont le patrimoine est évalué à 141 millions d'euros déclarait dans Madame Figaro le 29 mai dernier « Il faut vivre mieux avec moins ».
- Que dire du député Vert Yves Cochet qui dans un colloque propose une solution surprenante à la crise écologique. Un enfant européen ayant « un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York », il faut diminuer les prestations familiales à partir du troisième enfant ! »
- Que dire des Verts de Marseille qui votaient pour les horodateurs. Charles Hoareau résume le résultat 4 ans plus tard : les plus fortunés ont leur garage, on n'a jamais circulé aussi mal dans Marseille, et des milliers de marseillais ont vu leur pouvoir d'achat amputé (http://www.rougemidi.org) .

Il n'y a pas de combat environnemental utile sans critique du capitalisme, pas d'issue environnementale sans rupture avec le capitalisme. Il faut sortir des logiques de marché, s'approprier collectivement les richesses créées par le travail, investir massivement dans le cadre de vie des hommes et des femmes. Pour répondre à l'urgence environnementale, il n'y a pas d'issue dans le capitalisme, l'urgence, c'est le socialisme !

Copyright © Le Vénissian